

Ils désignent le pays qui a depuis si longtemps adopté cette politique dans son intérêt—politique qui ruine notre peuple—et qui rend présentement le pays voisin plus prospère qu'il n'avait été depuis nombre d'années.

Je demanderais aux honorables messieurs, puisqu'ils font allusion à ce sujet, quelle serait la position du pays si nous n'avions pas adopté la politique actuelle qui nous a permis de donner de l'emploi à nos classes ouvrières? Nos ouvriers auraient été forcés d'émigrer pour chercher de l'ouvrage. On a dit que 23,000 personnes étaient passées aux États-Unis par Sarnia; tout le monde sait qu'un grand nombre de ces gens étaient des Américains. Mais en admettant, pour le besoin de la discussion, ce qu'a dit mon honorable ami de la gauche, nous aurions eu une émigration beaucoup plus forte encore que celle qui a eu lieu, n'eût été l'adoption de cette politique.

UNE VOIX : Ecoutez! écoutez!

SIR SAMUEL L. TILLEY : L'honorable monsieur interrompt. Mon honorable ami de la gauche a dit que j'avais fait un discours injurieux. Je ne sache pas que le discours que j'ai fait le 9 mars ou celui que j'ai prononcé ce soir contiennent aucune remarque injurieuse. J'aurais pu blesser le sentiment des honorables messieurs de la gauche si j'avais parlé de la conduite injurieuse de certaines gens, qui ont décrié le pays en le dépréciant et en nuisant à son crédit, mais je dirai ceci : que, dans les circonstances présentes, sans en donner crédit à la politique nationale, il eût été à souhaiter que les honorables messieurs eussent pris l'attitude adoptée il y a trois ou quatre mois par quelques-uns de leurs journaux, et admis que le pays est plus prospère qu'il n'était, tout en disant que ce n'est pas l'effet de la politique nationale.

Tout homme sincère devra admettre que l'état du pays est plus prospère et plus encourageant; il me semble qu'il eût été plus patriotique et plus conforme à l'intérêt public d'admettre ce fait.

Un grand nombre parmi les membres de cette Chambre se mirent en communication avec moi, pendant la dernière session, avant que nous eussions soumis les résolutions relatives au tarif, et ils se rappelleront probablement que, dans le cours de la conversation que j'eus avec eux, je dis que la session suivante du

parlement serait surtout celle où la politique actuelle subirait son procès.

Nous avons eu cinq ans de dépression commerciale. Tout avait déprimé pendant cinq ans. Vous ne pouvez pas arrêter subitement une locomotive qui descend une pente depuis quatre ou cinq milles—vous avez beau serrer les freins, il faut quelque temps pour produire l'arrêt; ainsi dans ce cas. Un grand nombre de manufactures sont restées fermées. On ne pouvait s'attendre à ce que la politique produisit tous ses effets dans huit ou neuf mois, et je priai mes amis de ne pas trop compter sur des résultats immédiats.

Mon attente a été bien dépassée. Elle l'aurait été, dans le cas même où nous n'aurions pu soumettre la moitié des faits que nous avons présentés en proposant les amendements au tarif, et notre confiance, au lieu d'être diminuée, est plus forte aujourd'hui que lorsque j'ai soumis cette proposition le 10 mars; car il n'y a pas un des arguments des honorables messieurs de la gauche qui n'ait été fermement combattu, et pas une seule de leurs allégations qui n'ait été complètement détruites.

Il y a deux ou trois choses auxquelles j'ai fait allusion dans mon discours—deux surtout—l'une relative à l'emprunt. L'ex-ministre des finances a dit que l'emprunt était assez bon; que celui qu'il fit lui-même en 1876 était presque aussi bon. Il a entrepris de le déprécier, tout en admettant qu'il était bon. Mais l'honorable monsieur, dans son exposé—et il l'a fait intentionnellement, afin de me mettre, s'il était possible, dans une fausse position devant le peuple—a dit que lorsque je visitai l'Angleterre pour y négocier un emprunt, sir A. T. Galt était là en même que moi. Je suis en mesure de dire que, lorsque je visitai l'Angleterre pour négocier le dernier emprunt, sir A. T. Galt était de ce côté-ci de l'Atlantique. On a dit que quand j'ai visité Washington pour y négocier quelque affaire, sir A. T. Galt était là aussi. Mais je comprends que c'est un honneur pour moi de voir supposer que toutes les affaires que j'ai transigées et toutes les propositions que j'ai soumises ont été si bien conduites et de nature telle qu'on les a attribuées à un homme d'État aussi capable que sir A. T. Galt.

Je ne dirai rien de plus sur ce sujet